

# Mesure et démesure de la guerre

Martin MOTTE & Jérôme de LESPINOIS

---

**Depuis sa création, l'Institut Diderot s'est imposé comme  
un espace de réflexion indépendant, libre et exigeant,  
ouvert aux grands défis contemporains.**

Il réunit des penseurs, des scientifiques, des économistes,  
des philosophes et des experts de la société civile pour décrypter,  
avec exigence intellectuelle et ouverture d'esprit,  
les grandes mutations de notre époque.

L'Institut Diderot se voulant à la fois un espace de dialogue  
et un diffuseur d'idées, accessible à tous, nous avons le plaisir  
de vous offrir ce carnet, prolongement naturel des idées échangées  
lors de cette conférence.

Vous en souhaitant bonne lecture,

Hélène Béjui-Hugues,  
Président de l'Institut Diderot

**INSTITUT DIDEROT,  
PARTAGEONS NOS IDÉES POUR UN AVENIR ÉCLAIRÉ !**

---

LES CARNETS DE L'INSTITUT DIDEROT

# Mesure et démesure de la guerre

Martin MOTTE & Jérôme de LESPINOIS

RETRANSCRIPTION DES DÉBATS DE JUIN 2025

---

# Sommaire

## Avant-propos

André Comte-Sponville

p. 9

## Mesure et démesure de la guerre

Martin Motte & Jérôme de Lespinois

p. 15

### I - Martin Motte

Arès, Athéna, Clausewitz : figures de la mesure  
et de la démesure dans la théorie de la guerre

p. 15

### II - Jérôme de Lespinois

Les bouleversements techniques et l'art de la guerre

p. 29

## Questions de la salle

p. 39

## Les publications de l'Institut Diderot

p. 57

---

# Avant-propos

Dès que notre conseil d'orientation eut fixé notre thème annuel de réflexion pour l'année 2025 – « Mesures, démesures et modèles » –, j'entrepris quelques recherches bibliographiques, afin de trouver d'éventuels intervenants, susceptibles de nous éclairer sur ces notions et sur leur application aux problèmes d'aujourd'hui ou de demain. Or l'un des premiers titres que je découvris, grâce à un moteur de recherche, fut le suivant : *La mesure de la force*, sous-titré *Traité de stratégie de l'École de guerre*, ouvrage collectif, publié sous la direction de Martin Motte <sup>1</sup>. Il y avait là de quoi piquer ma curiosité, et cet ouvrage, aussitôt parcouru, me confirma l'évidence, à quoi j'aurais pu penser plus tôt : s'il y a un domaine où mesure et démesure ne cessent de se mêler, c'est bien celui de la guerre, et il fallait d'autant plus s'en préoccuper que celle-ci, hélas, redevenait tragiquement d'actualité, y compris en Europe ! Aussi avons-nous demandé à deux des co-auteurs de ce livre, Martin Motte et le lieutenant-colonel Jérôme de Lespinois, de nous présenter le résultat de leurs travaux. Nous ne pouvions trouver mieux : l'un est un historien passionné de

---

1. Éditions Tallandier, 2018, rééd. collection « Texto », 2023, en partenariat avec les Éditions de l'École de guerre.

---

stratégie, l'autre un militaire passionné d'histoire, et ils dirigent ensemble l'Institut de stratégie comparée. Merci à eux d'avoir accepté notre invitation, et d'avoir traité ce redoutable sujet – Mesure et démesure de la guerre – avec autant de clarté que de compétence !

Ce qu'ils nous ont montré, et qu'on lira dans les pages qui suivent, c'est que mesure et démesure ont toujours été au cœur des réflexions stratégiques. Les Grecs, dans l'Antiquité, distinguaient déjà deux divinités de la guerre, à la fois opposées et complémentaires : Arès, qui symbolisait la fureur meurtrière, par nature démesurée, et Athéna, déesse de la ruse et de la stratégie, l'une et l'autre impossibles sans mesure. Sun Tzu, dans la Chine antique, n'y contredit pas : « s'il fait l'éloge de la ruse, il sait très bien qu'on ne peut toujours éviter l'affrontement direct », avec ce que cela suppose de violence, c'est-à-dire d'usage immodéré de la force. Et Clausewitz bien sûr le confirme : toute guerre s'organise autour de trois pôles (« la fameuse trinité clausewitzienne ») : la passion meurtrière, qui motive les combattants, la stratégie, qui choisit les moyens et dépend du commandement, et la politique, qui fixe les buts de la guerre et dépend de chacun des États belligérants. C'est vrai de toute guerre, y compris dans l'Ancien Régime, mais prend une dimension nouvelle à partir de la Révolution française, laquelle fit naître « les guerres d'idéologie, version laïcisée des guerres de religion », avec leur cortège d'enthousiasme et d'hécatombes, dont l'effrayant XX<sup>e</sup> siècle, mais aussi l'histoire récente, offrent de tragiques exemples. L'intérêt national, qui suppose un calcul bénéfice-risque, est ordi-

---

nairement du côté d'Athéna, c'est-à-dire de la mesure. Les passions et les idéologies, hélas, du côté d'Arès et de la violence démesurée.

On n'en conclura pas que toutes les armées se valent, ni toutes les idéologies. Que la guerre ne soit qu'une « simple continuation de la politique par d'autres moyens », selon la célèbre formule de Clausewitz, cela implique au contraire qu'elle n'est légitime, et même acceptable, qu'à condition que la politique qui l'inspire et qu'elle prolonge le soit aussi. Toutes les politiques ne se valent pas. Toutes les guerres non plus.

Que la paix vaille mieux, c'est une évidence, et d'ailleurs toute guerre y tend (« on ne fait la guerre, constatait Aristote, qu'afin de vivre en paix »). Encore faut-il, si nous voulons rester libres, être capables de nous défendre. Cela donne raison au dicton latin bien connu, que Freud aimait à citer : *Si vis pacem, para bellum*, « Si tu veux la paix, prépare la guerre ». C'est ce qui distingue les pacifiques, qui veulent la paix et font tout pour la préserver (y compris en s'armant), des pacifistes, qui jugent toute guerre condamnable mais n'ont jamais réussi à l'empêcher. Toute guerre est atroce. Cela ne prouve pas que toute paix soit honorable, ni même acceptable.

Ne rêvons pas trop que politique et diplomatie permettent toujours d'éviter la guerre, ni que la ruse ou la stratégie suffise toujours à la gagner ! « La tragique actualité que nous vivons, avec le retour de la guerre de haute intensité en Europe, nous rappelle brutalement à la

---

réalité », remarque Martin Motte : il n'y a pas de guerre sans combats, ni de combats sans combattants (ou dans lesquels « le combat serait entièrement délégué à des robots pilotés par l'IA »). Au bout du compte, c'est toujours la mort qui est « le maître absolu », comme disait Hegel, donc toujours des mortels qui s'affrontent. C'est ce que rappelait récemment le général Mandon, chef d'état-major des Armées, qui fit scandale en déclarant que notre pays, face à la montée des périls, devait se préparer à perdre certains de « ses enfants ». Je comprends et partage l'émotion suscitée, tant ce mot d'« enfants », dans un tel contexte, bouleverse les parents que nous sommes ou serons presque tous. Ce n'est pas une raison pour oublier cette triple et triste évidence : la guerre tue, et ce sont le plus souvent les jeunes qui la font, et presque tous ont des parents qui tremblent ou pleurent. C'est en quoi toute guerre est mauvaise, injuste, cruelle. Raison de plus pour l'éviter, tant qu'on le peut, mais donc aussi pour s'y préparer. La non-violence, disait Simone Weil, n'est moralement et politiquement acceptable que si elle est efficace, ce qui « dépend aussi de l'adversaire ». Gandhi, face aux soldats britanniques, offre un exemple admirable. Cela ne donne pas tort aux résistants, contre les nazis, ni aux Alliés, contre la Wehrmacht – ni donc à nos soldats, qui se préparent d'autant mieux à la guerre qu'ils savent que c'est la meilleure façon de l'éviter, tant qu'on le peut, et de la gagner, s'il le faut.

L'arme nucléaire, avec sa puissance démesurée, pousse paradoxalement à la mesure, quant à son usage, et même à la paix, par la dissuasion. Elle ne saurait pourtant suffire.

---

Le progrès technique, y compris dans les armements conventionnels, entraîne à la fois une « dilatation de l'espace stratégique » (qui inclut désormais l'espace extra-atmosphérique et le cyberspace) et une « contraction du temps » (par l'augmentation des vitesses et la réduction des délais). Ajoutez à cela l'intervention croissante d'entreprises privées, y compris sur le champ de bataille (on le voit actuellement en Ukraine) : nous avons là trois traits marquants de notre époque, qui bouleversent les conditions de la guerre mais ne la rendent nullement moins probable, ni moins destructrice.

Interrogé, lors du débat qui suivit, sur la possibilité d'éviter durablement un holocauste nucléaire, Martin Motte nous rassure bizarrement en nous rappelant (certes à juste titre) que « toute chose a une fin, y compris l'humanité », et que la possibilité d'une guerre nucléaire l'effraie moins que « les perspectives d'une guerre civile », qui lui paraissent « bien plus angoissantes, parce qu'elles sont beaucoup plus proches ». Une peur chasse l'autre, dit-on, et chacun a les siennes (pour ce qui me concerne, j'ai beaucoup plus peur d'une guerre nucléaire, ou même d'une guerre inter-étatique conventionnelle, que d'une guerre civile). Mais aucune peur ne tient lieu de politique, ni donc de stratégie.

André Comte-Sponville  
Directeur général de l'Institut Diderot

---

# Mesure et démesure de la guerre

## I - Martin Motte

*Arès, Athéna, Clausewitz : figures de la mesure et de la démesure dans la théorie de la guerre*

La question de la mesure et de la démesure a toujours été centrale dans les réflexions théoriques sur la guerre, comme le montrent d'une part la mythologie grecque, d'autre part la pensée de Clausewitz, l'illustre général prussien qui fut à la fois un contemporain, un ennemi et un fervent admirateur de Napoléon.

Le Panthéon grec, tout d'abord, compte deux divinités de la guerre, Arès et Athéna. Tous deux sont nés de Zeus, qui est entre autres un dieu guerrier, puisqu'il a conduit l'insurrection des dieux contre les Titans puis a vaincu le serpent Typhon ; mais tous deux n'ont pas la même mère. Arès est le fils d'Héra, déesse aux colères légendaires. Il incarne la guerre dans ce qu'elle a de plus démesuré, la fureur meurtrière, la violence bestiale. Athéna, au contraire, est la fille de Métis, déesse de la ruse, et comme son père a avalé sa mère, elle naît en sortant du crâne

---

de Zeus. Elle incarne donc l'intelligence guerrière, c'est-à-dire la stratégie. Ce mot vient du grec *stratos ageîn*, qui désigne l'action consistant à pousser en avant (*ageîn*) une armée (*stratos*). Mais on ne peut distinguer l'avant et l'arrière que par rapport à un but. La stratégie est donc l'art d'utiliser les moyens militaires pour atteindre le but de la guerre. Cela suppose de proportionner les moyens à la fin ; or, on ne peut proportionner que des grandeurs finies. Il s'ensuit que la stratégie est par essence un art de la mesure, idée que Jérôme de Lespinois, Georges-Henri Soutou, Olivier Zajec et moi-même avons placée au cœur de notre réflexion, d'où le titre de notre traité de stratégie : *La mesure de la force*.

La guerre se présente donc d'emblée sous deux formes apparemment contradictoires, d'une part la transe sanguinaire d'Arès, d'autre part le calcul stratégique d'Athéna – ce calcul pouvant lui-même être décliné sous deux aspects : la définition d'un but de guerre crédible et la conduite rationnelle des opérations en vue d'atteindre ce but.

Reconnaître ces deux composantes fondamentales de la guerre, Arès et Athéna, permet de dissiper une illusion récurrente en Occident depuis les années 1960, illusion dangereuse et même suicidaire : celle selon laquelle on pourrait développer un art de la guerre qui doive tout ou presque à Athéna et rien ou presque à Arès. Cet art de la guerre ferait primer le cerveau sur les muscles, la manœuvre sur le choc, l'approche indirecte sur la confrontation directe. Née en réaction aux carnages des

---

deux guerres mondiales, l'idée apparaît notamment dans l'œuvre de Sir Basil Liddell Hart et dans la lecture biaisée qu'il a faite de Sun Tzu, le fameux stratège chinois de l'Antiquité. Liddell Hart n'a pas compris que Sun Tzu ne décrivait nullement les guerres de son temps, mais élaborait au contraire un modèle théorique en réaction à ces guerres, qui étaient d'une brutalité à laquelle la séquence 1914-1945 n'a pas grand-chose à envier. Du reste, si Sun Tzu fait l'éloge de la ruse, il sait très bien qu'on ne peut toujours éviter l'affrontement direct ; il l'aborde d'ailleurs dans de nombreux passages de son œuvre. Il n'est donc pas un théoricien de l'évitement systématique du combat. Enfin, Sun Tzu a été récusé en Chine même par les générations qui l'ont suivi, et qui pis est par l'un de ses propres descendants, Sun Bin, pour qui « ne compter que sur la ruse peut entraîner la défaite ». Cela se déduit logiquement du concept de stratégie, qui désigne le maniement d'une armée, puisqu'une armée est d'abord faite pour combattre.

Ainsi la ruse ne se substitue-t-elle pas au combat, mais permet de l'engager dans des conditions plus favorables. Dans la mythologie grecque, un bon exemple est le cheval de Troie. Grâce à ce stratagème inspiré par Athéna, les Grecs franchissent les remparts de la ville assiégée ; mais les troupes qui sortent du cheval vont quand même devoir affronter les Troyens. Athéna a toujours besoin d'Arès ou, pour le dire autrement, la violence d'Arès est la matière première dont se sert Athéna pour parvenir à ses fins. Arès sans Athéna serait un char fou fonçant vers l'abîme, mais Athéna sans Arès serait un plan de guerre inapplicable

---

faute de troupes. C'est à ce dernier risque que nous expose Liddell Hart avec sa lecture tendancieuse de Sun Tzu, qui est certes un auteur passionnant, mais dont le propos doit être pris comme un défi théorique et philosophique plus que comme un corps de doctrine que l'on pourrait transcrire directement sur le champ de bataille. La tragique actualité que nous vivons avec le retour de la guerre de haute intensité en Europe nous rappelle brutalement à la réalité : il est grand temps de rompre avec l'illusion d'une guerre sans combat, ou dans laquelle le combat serait entièrement délégué à des robots pilotés par l'IA.

Nous en arrivons donc à cette première conclusion que la guerre est à la fois Arès et Athéna, la démesure d'une violence aveugle et la mesure du raisonnement stratégique. Dès lors, le problème qu'elle pose se résume à la question suivante : comment orienter des forces irrationnelles, des pulsions de meurtre, vers une fin rationnelle ? Est-ce toujours possible ? Cette dialectique du rationnel et de l'irrationnel est au cœur de la pensée de Clausewitz.

Dans son grand livre posthume *De la guerre*, paru en 1832, le général prussien esquisse, entre autres, une typologie des guerres des plus aux moins violentes. Ce projet est directement lié à la période qu'il a vécue, celle de la transition des guerres dynastiques d'Ancien Régime aux guerres nationales inaugurées par la Révolution et l'Empire. Dans les guerres dynastiques, écrit Clausewitz, « les moyens que le gouvernement pouvait déployer avaient des limites assez bien définies ».

---

Le service militaire universel n'existait pas encore, les rois n'avaient à leur service que des armées de métier qu'on ne pouvait pas facilement remplacer, parce qu'il fallait les entraîner et que leurs effectifs étaient plafonnés par la contrainte financière. Les buts de guerre étaient eux aussi limités, car si le droit public européen mis en place par les Traités de Westphalie, en 1648, admettait les conquêtes territoriales, il consacrait surtout le principe d'équilibre européen, en vertu duquel un conquérant trop gourmand attirait automatiquement contre lui la coalition de tous les autres États européens – comme Louis XIV l'apprit à ses dépens. Il y avait ainsi une double limitation des moyens par les fins et des fins par les moyens, d'où découlait une limitation de la violence. Les moyens étant restreints, on ne pouvait aller à la bataille trop souvent, car on aurait perdu son armée en trois ou quatre rencontres ; or, la valeur des territoires en jeu ne légitimait pas un tel sacrifice. On préférait donc les manœuvres dilatoires, le harcèlement de la logistique ennemie ou les sièges, moins meurtriers que les grands chocs frontaux. En somme, les guerres d'Ancien Régime se prêtaient bien au calcul rationnel d'Athéna. Quand le coût humain et financier se mettait à dépasser trop franchement les bénéfices escomptés, c'est-à-dire plus ou moins la valeur fiscale des territoires disputés, on négociait. Comme l'écrit Clausewitz, « la guerre [d'Ancien Régime] n'était qu'une diplomatie un peu plus tendue, une façon un peu plus exigeante de négocier, où les batailles et les sièges servaient de notes diplomatiques. »

---

Les choses changèrent avec la Révolution française, car elle substitua aux enjeux territoriaux, par essence limités et négociables, un enjeu idéologique illimité et non-négociable : le triomphe universel du principe républicain. Ce principe était formulé en termes messianiques, car les hommes de la Révolution étaient persuadés que lorsqu'ils l'auraient imposé partout, l'humanité entrerait dans l'ère de la paix perpétuelle. La sublimité de l'enjeu légitimait dès lors tous les sacrifices : la perspective d'un bonheur éternel justifiait une guerre absolument déchaînée. Ainsi naquirent les guerres d'idéologie, version laïcisée de ces guerres de religion que les traités de 1648 avaient tenté de conjurer en n'admettant plus que des guerres territoriales limitées. Ce transfert de la religion à l'idéologie transparaît très nettement dans le vocabulaire révolutionnaire : pour ne prendre qu'un exemple, Robespierre, en 1793, a qualifié le conflit déclaré par la Révolution aux monarchies européennes de « guerre sainte ».

L'objectif absolu de la guerre idéologique légitimant une mobilisation extensive, les révolutionnaires renouèrent avec le principe du citoyen-soldat, hérité de l'Antiquité. Comme l'écrit Clausewitz, « une force dont personne n'avait eu l'idée fit son apparition en 1793. La guerre était soudain redevenue l'affaire du peuple, et d'un peuple de 30 millions d'habitants qui se considéraient tous comme citoyens de l'État. » Les armées révolutionnaires, puis impériales, cumulèrent donc le double avantage de la masse et de l'enthousiasme, dont les armées d'Ancien Régime étaient dépourvues. Elles purent ainsi

---

se lancer à la conquête de l'Europe, mais leurs victoires et l'occupation qui s'ensuivit firent naître des désirs de vengeance chez les peuples occupés, qui petit à petit apprirent à imiter les méthodes françaises. Dès lors, écrit Clausewitz, « les moyens qu'on mit en œuvre n'avaient plus de limite visible, la limite se perdait dans l'énergie et l'enthousiasme des gouvernements et de leurs sujets ; la violence primitive de la guerre, libérée de toute restriction conventionnelle, explosait ainsi dans toute sa force naturelle. » En d'autres termes, Arès reprenait l'ascendant sur Athéna.

Certes, l'opposition tracée par Clausewitz entre les guerres limitées d'Ancien Régime et les guerres déchaînées qu'il fait commencer à l'époque révolutionnaire a été critiquée. Plusieurs historiens ont montré que la réalité fut plus nuancée, soulignant notamment que la guerre de Sept Ans, entre 1756 et 1763, avait déjà montré un emballement de la violence par rapport aux guerres précédentes. Mais il me semble encore plus erroné de nier la rupture représentée par la Révolution, comme ont tendance à le faire ces historiens. À la bataille de Valmy, épisode inaugural des guerres révolutionnaires qui eut lieu en 1792, une centaine de milliers d'hommes se battirent pendant quelques heures et il n'y eut que 500 morts et blessés environ. On était avant les grandes levées en masse révolutionnaires et Valmy, à cet égard, était encore une bataille d'Ancien Régime. En 1813, au contraire, la bataille de Leipzig, qu'on appela significativement la bataille des Nations, dura trois jours et mit aux prises plus d'un demi-million de combattants. Plus

---

généralement, les guerres de Frédéric II, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, n'ont connu que 12 batailles de plus de 100 000 hommes ; or il y en eut 49 pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire. Il y a là, incontestablement, une rupture. Clausewitz l'a sans doute trop schématisée, ce qui est inévitable quand on élabore un modèle théorique, mais son interprétation n'est pas déconnectée de la réalité, loin de là.

Du reste, Clausewitz a personnellement fait l'expérience de cette rupture, car sur la foi des récits de son père, ancien officier de Frédéric II, il s'était préparé à la guerre limitée d'Ancien Régime ; or, en 1806, il vécut la terrible bataille d'Auerstaedt, au cours de laquelle l'armée napoléonienne volatilisa en quelques heures l'armée prussienne. D'où sa célèbre formule selon laquelle « la guerre est un caméléon », c'est-à-dire se présente sans cesse sous de nouvelles formes. Percer à jour les lois générales qui commandent l'évolution de ce caméléon fut dès lors l'obsession de Clausewitz. À cet effet, il construisit son modèle théorique en partant du conflit sous son aspect le plus élémentaire : un duel à mort. La logique d'un tel duel, c'est l'ascension aux extrêmes, car un protagoniste qui retiendrait ses coups face à celui qui ne s'imposerait aucune restriction serait perdant d'avance. Le mimétisme de la violence joue là à plein, raison pour laquelle René Girard s'est passionné pour Clausewitz et lui a même consacré un livre. Dans le duel à mort, la violence de l'un nourrit la violence de l'autre ; deux peurs se démultiplient mutuellement et se concrétisent en deux haines, parce qu'à supposer qu'il n'y ait pas de haine pour

---

l'adversaire avant les premiers échanges de coups, ceux-ci la suscitent. Cette dialectique infernale caractérise ce que Clausewitz nomme « guerre absolue », par quoi il entend le pur concept de guerre, la guerre envisagée dans l'absolu. En somme, la brique élémentaire de la guerre est la violence déchaînée, la démesure de la violence : elle relève très clairement d'Arès.

Mais aussitôt qu'il la formule, Clausewitz indique que cette guerre absolue est un concept-limite qui ne se présente jamais comme tel dans les guerres réelles, parce que, jusque dans les conflits les plus féroces, il y a au moins des trêves tacites. Dans la réalité, en effet, de multiples facteurs freinent l'ascension aux extrêmes. Ce sont des carences de toutes natures : démographique, économique, industrielle, politique, morale, sans oublier la fatigue des soldats. Tout cela empêche les belligérants de frapper aussi fort et aussi constamment que le voudrait la théorie pure. Il y a en outre la double contrainte de l'espace et du temps, en vertu de laquelle on ne peut réunir toutes les forces au même moment et au même endroit.

Dans la guerre réelle coexistent donc deux dialectiques : une dialectique d'ascension aux extrêmes, qui est celle d'Arès, et une dialectique de désescalade, liée aux conditions concrètes du conflit en question. C'est le dosage de ces deux dialectiques qui détermine le niveau de violence propre de chaque guerre – dosage dont Clausewitz montre que, ultimement, il dépend du but politique de la guerre. De sa maxime bien connue selon laquelle « la guerre est une simple continuation de la

---

politique par d'autres moyens », il déduit en effet que « l'objectif politique fournira la mesure des efforts nécessaires ». C'est là qu'on entre dans le domaine d'Athéna, de cette proportionnalité entre les fins et les moyens, aussi bien dans la détermination des buts de guerre que dans la conduite des opérations.

Cela conduit Clausewitz à modéliser la guerre comme un champ de forces subissant l'attraction de trois pôles – la fameuse trinité clausewitzienne. Le premier de ces pôles est la passion meurtrière, c'est-à-dire le domaine d'Arès. Le deuxième est la conduite des opérations : c'est Athéna sous la forme du chef de guerre sur le terrain. Enfin, le dernier est la raison politique déterminant le but de guerre : c'est encore Athéna, mais sous la forme du chef d'État, cette fois.

L'intérêt de ce modèle est qu'il permet de penser à la fois la nature invariante de la guerre et la diversité de ses manifestations concrètes. Sa nature invariante suppose toujours l'action des trois pôles. Une bagarre dans un bistrot peut certes mobiliser des passions meurtrières, mais il n'y a pas de conduite des opérations, ou alors elle est minimaliste – Riton balance la bouteille de whisky, je me baisse sous le bar, ça ne va pas chercher bien loin. Et surtout, il n'y a pas de but politique : on ne peut donc parler de guerre. Dans le cas d'un affrontement de gangs pour contrôler des points de deal par exemple, la passion meurtrière est présente et il y a bien une conduite des opérations, mais il n'y a pas de but politique ; c'est donc par abus qu'on parle de « guerre des gangs ». Il se peut

---

cependant que des gangs en soient venus à exercer une autorité de fait sur un territoire et sa population, au point de devoir assumer certaines missions classiques d'un gouvernement ; mais alors ils ne sont plus seulement des bandes de criminels, ils sont devenus des acteurs politiques, auquel cas on a bien le troisième pôle de la trinité clausewitzienne et il devient légitime de parler de guerre (on songe à l'exemple de la Colombie).

Quant à la diversité des manifestations de la guerre, elle tient au fait que les trois pôles de la trinité agissent à proportions variables d'une guerre à l'autre. En cela, la trinité clausewitzienne fonctionne comme un triangle dont les sommets seraient des électro-aimants attirant plus ou moins l'objet situé à l'intérieur du champ de forces. Dans le cas des guerres de religion ou d'idéologie, par exemple, il n'y a rien à négocier avec l'ennemi. Cela veut dire que le pôle politique de la guerre ne peut freiner l'ascension aux extrêmes tirée par le pôle passionnel. Ce dernier peut même neutraliser la force potentiellement modératrice issue du troisième pôle, celui de la conduite des opérations. Un bon exemple a été donné par la Seconde Guerre mondiale sur le front de l'Est. Lorsque la Wehrmacht envahit l'Union soviétique en 1941, des dizaines de milliers de Biélorusses, d'Ukrainiens voire de Russes anticomunistes l'accueillirent d'abord favorablement, parce qu'elle les débarrassait de la tyrannie de Staline. Sur le plan politique comme sur le plan militaire, les Allemands auraient eu tout intérêt à incorporer ces éléments à leur armée. Mais le racisme anti-slave d'Hitler s'y opposait et il traita si durement ces alliés potentiels

---

que nombre d'entre eux finirent par prendre les armes contre lui. Dans ce cas de figure, Arès a tué Athéna et a conduit à la défaite de l'Allemagne.

Autre exemple, la guerre Israël-Palestine. C'est en première instance un conflit territorial. Les territoires, ça se partage, ça s'échange, sauf si on les investit entretemps de passions idéologiques ou religieuses tellement fortes qu'elles deviennent finalement le motif principal du conflit. La guerre, apparemment territoriale, change alors de nature profonde. C'est ce qui s'est passé au Proche-Orient. La lutte pour le territoire a d'abord opposé deux idéologies laïques, le sionisme et le nationalisme arabe. À partir de 1967, le nationalisme arabe, discrédité par ses échecs, a progressivement cédé la place à l'islamisme, lequel a d'ailleurs été discrètement encouragé par les autorités israéliennes. Quant au sionisme laïc, il s'est effacé devant le sionisme religieux par mimétisme avec l'islamisme, car la guerre, je l'ai dit plus haut, est très mimétique. Le résultat de ce processus d'ascension aux extrêmes, c'est qu'aujourd'hui les extrémistes des deux camps mènent le bal, mus par un mélange d'idéologie et de religion qui ne permet d'espérer aucune solution négociée. Ici encore, Arès a tué Athéna.

À l'opposé, prenons le cas des missions de rétablissement de la paix sous mandat de l'ONU. La guerre, ici, est très majoritairement dominée par le pôle politique de la trinité. Les Casques bleus ne sont pas partie prenante au conflit, donc ils ne nourrissent a priori pas de passions meurtrières. Pour éviter l'ascension aux extrêmes, ils sont

---

soumis à des règles d'engagement très strictes, tellement strictes qu'elles brident la conduite des opérations militaires. L'exemple type, c'est le général Dallaire au Rwanda, en 1994 : ayant les mains liées par les consignes de prudence qui lui avaient été données et ne disposant que d'un volume de forces dérisoire, il n'a rien pu faire pour empêcher le génocide – c'est en tout cas ce qu'il a toujours dit. Ici, c'est Athéna qui a tué Arès.

Dans d'autres cas encore, la conduite des opérations prend le pas sur les deux autres pôles de la trinité : un protagoniste accumule les succès militaires sans se poser vraiment la question de la conversion de ces succès militaires en succès politiques. En effet, battre l'adversaire sur le terrain est une chose, mais atteindre ses buts politiques peut être beaucoup plus compliqué. On peut penser ici à la campagne de France de 1814, au cours de laquelle Napoléon a gagné bataille sur bataille, mais n'a pu amener les coalisés à la table des négociations : ils ont fini par prendre Paris et faire tomber son régime. Plus près de nous, on peut se demander si l'action des armées occidentales en Afghanistan, en Irak ou dans la bande sahélo-saharienne n'a pas relevé de la même logique, avec finalement une déconnexion entre le versant militaire et le versant politique d'Athéna.

À l'inverse, la victoire sanctionne généralement l'équilibre entre les trois pôles de la trinité : Il y faut des passions meurtrières assez fortes pour que la guerre soit conduite avec vigueur, mais il faut également qu'elle reste soumise à des calculs opérationnels, eux-mêmes en phase

---

avec le but politique recherché. C'est cet équilibre qui a caractérisé la stratégie du maréchal Foch en 1918.

Il faut souligner, enfin, que le modèle clausewitzien ne rend pas seulement compte des différences d'une guerre à l'autre, mais aussi de la mutation d'une seule et même guerre dans le temps, sous l'effet de l'ascension aux extrêmes. Par exemple, le but de guerre du gouvernement français, au début de la Première Guerre mondiale, était limité : il s'agissait de reconquérir l'Alsace-Lorraine. Mais, dès octobre 1914, les pertes étaient si énormes qu'il fallut se fixer un but de guerre plus ambitieux pour les légitimer : il s'agissait dorénavant d'abattre le « militarisme prussien », c'est-à-dire de faire tomber le régime au pouvoir à Berlin. Athéna passait la main à Arès.

Je conclus sur la question des rapports entre la technique et la guerre, que Jérôme de Lespinois va développer plus en détail. Peu après avoir déclaré la guerre à la France en 1914, Guillaume II comprit que l'Europe allait à la catastrophe et songea à arrêter la mobilisation. Son état-major lui rétorqua que c'était impossible : en application d'un plan de mobilisation prévu depuis des années, des milliers de trains acheminaient au moment même des centaines de milliers d'hommes vers les frontières. Si on stoppait brutalement le processus, les trains s'arrêteraient en rase campagne, l'Allemagne serait paralysée et incapable de se défendre. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, Clausewitz avait noté que la contrainte de l'espace et du temps freinait l'ascension aux extrêmes. Une centaine d'années plus tard, la contraction de l'espace-temps par

---

le progrès technique s'avérait un facteur d'ascension aux extrêmes éminemment puissant. Or, cette contraction de l'espace-temps n'a cessé de s'accroître depuis lors...

## II - Jérôme de Lespinois

### *Les bouleversements techniques et l'art de la guerre*

Si l'on reprend la trinité clausewitzienne, la technique constitue un des facteurs déterminants de la conduite des opérations. Il est évident que les progrès techniques, l'arbalète, le canon, l'avion, le char d'assaut, la bombe atomique, ont transformé l'art de la guerre. Dans *Les transformations de la guerre*, publié en 1911 et qui pendant très longtemps a figuré parmi les lectures obligatoires à Saint-Cyr, le général Jean Colin écrivait ainsi : « le progrès des techniques est le moteur premier des transformations de la guerre ».

Mais quel est le sens de ces transformations ? Raymond Aron nous permet d'y voir plus clair, en particulier dans *Les guerres en chaîne*, qui date de 1952. Pour lui, « la surprise technique est à l'origine de l'extension géographique et de l'amplification passionnelle de la guerre ». Le sous-marin, par exemple, a provoqué à la fois une extension géographique, puisqu'il a entraîné l'entrée en guerre des États-Unis, en 1917, et une amplification passionnelle, puisque le niveau de violence a été sensiblement accru.

---

Deux termes, donc, caractérisent le rôle du facteur technique dans la guerre : extension géographique et amplification passionnelle de la guerre.

L'extension géographique naît, tout d'abord, d'une augmentation du rayon d'action des armements. Ainsi, les missiles balistiques intercontinentaux apparaissent à la fin des années 1950. Et, note Aron, l'unité du champ diplomatique se réalise à partir du moment où des bombardiers, B47 ou B52, ont un rayon d'action mondial.

Mais plus qu'une simple augmentation de la portée, il s'agit d'une extension de la guerre à de nouveaux milieux, du fait des progrès techniques. Par exemple, l'espace extra-atmosphérique ou le cyberspace. La militarisation du premier est déjà assez ancienne, puisqu'elle remonte à la fin des années 1950. En ce qui concerne le cyberspace, dont la définition est délicate, mais qu'on peut décrire comme l'espace où circulent des données numériques, la conflictualité apparaît, pour faire court, dans les années 1990.

Il y aussi les grands fonds marins, là où circulent les câbles en fibre optique qui acheminent des données et forment l'artère du cyberspace, ou la très haute altitude. On se rappelle l'affaire des ballons chinois qui ont survolé les États-Unis à une altitude d'environ 60 000 pieds, soit 18 kilomètres. La très haute altitude va de 20 à 100 kilomètres environ, jusqu'à la ligne de Kármán, qui définit la limite entre l'atmosphère et l'espace extra-atmosphérique. Cet immense espace aux confins de

---

l'atmosphère terrestre, dans lequel il n'y avait pas de conflictualité, devient aujourd'hui une sorte de Far West où tout est permis, car d'une part il n'y a pas de définition juridique pour savoir si c'est un espace souverain ou non-souverain et d'autre part les moyens d'action des États y sont très limités. Historiquement, la délimitation juridique des eaux territoriales a été définie par la portée du canon. Dans le cas de la très haute altitude, les États ont très peu de moyens d'y intervenir. Elle se situe au-delà de l'espace aérien contrôlé et, du fait des lois de la physique, il est très difficile à des avions conçus pour voler dans les basses couches de l'atmosphère de s'y déplacer.

L'extension géographique permise par le progrès technique se double d'un raccourcissement du temps de l'action militaire. Ce qu'on appelle la boucle observation–orientation–décision–action, la boucle OODA, se réduit en effet considérablement. Hervé Coutau-Bégarie, qui était titulaire de la chaire de stratégie à l'École de guerre, parlait d'un double phénomène : la dilatation de l'espace stratégique, c'est-à-dire, comme on l'a vu, l'extension de la conflictualité à d'autres milieux et, concomitamment, la contraction du temps, avec la capacité à créer des effets militaires beaucoup plus rapidement. Le résultat principal de cette extension de la conflictualité aux nouveaux milieux que sont l'espace extra-atmosphérique et le cyberspace est l'unification de la Terre en un seul théâtre d'opération. En un rien de temps, on peut y acheminer d'un bout à l'autre des flux d'informations ou y produire des effets militaires. Paul Edwards, au milieu des années 1990, avait étudié cette

---

mutation dans *Un monde clos*, dans lequel il dénonçait la démesure de l'orgueil technologique américain, alimenté par les progrès de l'informatique, qui permettaient de contrôler des forces militaires dispersées à la surface de la planète, considérée comme un espace unifié.

La deuxième conséquence du développement technique identifiée par Raymond Aron est l'amplification passionnelle de la guerre. Autrement dit, l'extension de la violence à toutes les composantes de la société. Ce qu'on a appelé dans l'entre-deux guerres la guerre totale. Le facteur technique contribue au caractère total de la guerre, parce que, pour ne considérer qu'une partie du sujet, il donne une place accrue à l'économie, et en particulier aux entreprises privées, aux ingénieurs, aux infrastructures, qui ont un rôle à la fois civil et militaire. C'est par exemple le cas de beaucoup de satellites de communication, de l'imagerie spatiale récoltée par des satellites appartenant à des compagnies privées et vendue ensuite à des États, ou des centres de stockage de données opérés par Amazon ou par Google, également utilisés par des États pour leurs opérations militaires. Le facteur technique contribue donc à la participation d'entreprises privées à la guerre. On le voit bien en Ukraine. Starlink est aujourd'hui la colonne vertébrale des communications de l'armée, tandis qu'Amazon et Microsoft ont fourni des solutions informatiques aux Ukrainiens pour protéger leur réseau informatique et transférer leurs données dans d'autres pays juste avant l'attaque russe en février 2022. Meta contribue à lutter contre la désinformation en Ukraine. Palantir fournit de l'intelligence

---

artificielle aux armées ukrainiennes. Il y avait bien entendu des compagnies privées en Irak, en Afghanistan, mais leur rôle atteint maintenant une importance inédite, dans le sens où elles fournissent des services que les États ne sont pas capables de fournir eux-mêmes.

Le progrès technique permet aussi de compenser un rapport de force défavorable. On parle alors d'*offset strategy*, de stratégie de compensation. Dans les années 1950, alors qu'ils étaient en retard face à l'URSS d'un point de vue conventionnel, les États-Unis, et en particulier l'administration Eisenhower, ont ainsi choisi de développer des moyens nucléaires pour compenser leurs lacunes. La deuxième *offset strategy* a eu lieu à la fin des années 1970, quand les Américains ont développé des techniques de communication, de tir de précision, de furtivité, pour compenser un rapport de force défavorable, non seulement conventionnel, mais aussi nucléaire. Enfin, la troisième, lancée par les Américains en 2014, mise sur les nouvelles technologies, en particulier la robotisation et l'utilisation de l'intelligence artificielle, pour, cette fois, compenser un rapport de force défavorable avec les Chinois au point de vue démographique.

La grande question que pose ce progrès technique est celle de la place de la politique dans ce monde de plus en plus gouverné par des systèmes, voire des systèmes de systèmes, fournis par des compagnies privées, sur lesquelles l'État a peu d'influence. À mon sens, la politique reste présente dans cette conflictualité, grâce à la dissua-

---

sion nucléaire. Celle-ci résulte d'une disproportion entre les coûts d'une action contre une puissance nucléaire et les bénéfices qu'un assaillant pourrait en retirer. Le rapport entre le coût et le bénéfice de l'action, dès lors qu'on est menacé d'une riposte nucléaire, devient absurde, tant les coûts sont hors de proportion par rapport aux bénéfices escomptés. Le calcul stratégique, rationnel, s'impose alors. Tous les grands théoriciens de l'arme nucléaire, en particulier, en France, les « quatre généraux de l'Apocalypse » (Beaufre, Poirier, Ailleret et Gallois), ont ainsi souligné ce que Poirier a nommé la vertu rationalisante de l'atome. Gallois disait, pour sa part, que l'atome rend sage et Beaufre que l'atome a une action civilisatrice. Cette vertu rationalisante de l'atome, largement admise par les théoriciens, est encore de mise de nos jours. En novembre 2024, en Ukraine, lorsque les Russes ont tiré un missile à portée intermédiaire, Orechnik, sur Dnipro, ils ont prévenu les Américains trente minutes avant, selon une convention signée en 1988 relative aux tirs de missiles balistiques. Dans le conflit entre l'Inde et le Pakistan, les Indiens ont prévenu les Pakistanais qu'ils allaient attaquer un certain nombre de bases aériennes, mais qu'ils n'attaqueraient pas les installations nucléaires, en particulier un site connu de stockage des armes pakistanaises qui se situe à côté d'une importante base aérienne. Les crises actuelles entre puissances nucléaires montrent donc que tous les acteurs prennent des précautions pour que leurs actions ne soient pas mal interprétées. Ce dialogue est essentiel, comme l'ont montré la crise de Cuba en 1962 ou la crise de l'Oussouri entre la Chine et l'URSS en 1969. L'atome a encore un rôle rationalisant,

---

Athéna est toujours présente lorsqu'on atteint les seuils nucléaires.

Il ne faudrait cependant pas ignorer que le nucléaire est aussi source de démesure. Il suffit de penser aux arsenaux accumulés. Il existait plus de 20 000 têtes nucléaires au milieu des années 1980. Les plans de frappe américains comprenaient 16 000 cibles. Daniel Ellsberg, l'homme des *Pentagon Papers*, avait été auparavant planificateur nucléaire lorsqu'il était à la Rand Corporation. Ses *Mémoires d'un planificateur nucléaire* décrivent la démesure nucléaire, la perte du lien entre la fin politique et les moyens qui y sont consacrés.

Cette démesure technique, on peut la repérer dans les missiles hypersoniques, des armes qui vont à plus de Mach 5 et peuvent transporter des armes nucléaires, ou le *Golden Dome*, la nouvelle initiative de Donald Trump, qui a pour ambition d'intercepter toutes les armes susceptibles de toucher le territoire américain, en particulier grâce à des systèmes placés en orbite terrestre.

Deux mécanismes sont ainsi à l'œuvre, qui marquent le troisième âge nucléaire. Le premier âge était celui de la Guerre froide, de l'équilibre entre deux grandes puissances ; le deuxième suit l'effondrement de l'Union soviétique, avec un unique grand pôle de décision ; enfin, le troisième est celui d'un monde multipolaire, où les petits pôles de décision nucléaire ne sont pas forcément reliés à des grands pôles. Dans ce troisième âge, deux mécanismes sont à l'œuvre. Premièrement, une

---

augmentation du nombre de têtes nucléaires opérationnelles et donc une augmentation du nombre d'armes nucléaires, aussi bien au point de vue stratégique que tactique. Ensuite, un mécanisme d'érosion de la dissuasion, identifié par Poirier, qui résulte du non-emploi de l'arme nucléaire depuis 1945. Puisque les armes nucléaires ne seront pas employées, on peut aller loin dans l'augmentation de la violence, par exemple frapper les Russes sur leur propre territoire, y compris pour détruire des bombardiers nucléaires Tu-95, comme l'ont fait les Ukrainiens récemment, ou bombarder Moscou. On peut faire sauter un certain nombre de jalons sur cette montée aux extrêmes, en se disant que les Russes n'utiliseront jamais l'arme nucléaire.

Cependant, le concept de « vertu rationalisante » de l'atome est-il devenu inopérant ? Depuis 1945, aucun des grands conflits entre puissances nucléaires n'a engagé la survie d'un des acteurs, qu'il s'agisse de l'Inde et du Pakistan ou de la Chine et de l'URSS. La vertu rationalisante de l'atome n'a donc pas vraiment pu être testée. Mais Israël aurait-il attaqué l'Iran en juin 2025 si l'Iran avait été une puissance nucléaire ? Quelle aurait été la réponse de l'Iran à une attaque israélienne de cette ampleur s'il avait eu la bombe nucléaire ? Il est certain qu'Israël n'aurait pas mené les mêmes opérations, ce qui montre la validité du concept de vertu rationalisante de l'atome. Kenneth Waltz, un des pères de l'École réaliste des relations internationales, avait proposé, dans un article de 2012 de *Foreign Affairs*, de doter l'Iran de l'arme nucléaire, parce que la puissance militaire

---

d'Israël n'ayant pas de contrepoids, elle était déstabilisante pour la région. Il est certain également que l'Ukraine n'aurait pas été attaquée par la Russie si elle ne s'était pas défaite des armes nucléaires dont elle avait hérité après la dislocation de l'URSS, avec le mémorandum de Budapest signé en 1994. Pour le moment, l'expérience valide le principe stabilisateur de l'arme nucléaire dans les relations internationales, défendu par les promoteurs d'une vision réaliste des relations entre États.

\* \* \*

---

# Questions de la salle

**Jean-Marie Burguburu**<sup>2</sup> : *Vous venez de dire que la dissuasion et la crainte de l'arme nucléaire s'érodent. C'est possible, mais elles existent encore. Dès qu'il y a eu une arme nouvelle, on s'en est servi; or l'arme nucléaire n'a servi qu'une seule fois depuis 80 ans. J'ai l'impression que la dissuasion commande encore. Peut-être qu'Athéna a encore un peu de puissance sur Arès.*

**Jérôme de Lespinois** : Mon propos était de dire que le progrès technique et l'innovation entretenaient une démesure de la guerre dans la conduite des opérations conventionnelles, mais que le principe de vertu rationalisante de l'atome faisait qu'Athéna était là pour proportionner les moyens aux fins. Des doctrines en développement envisagent cependant un emploi qui se voudrait mesuré du nucléaire, par exemple la doctrine russe de désescalade, qui prévoit le tir d'une arme tactique pour pouvoir compenser une infériorité

---

2. Président de la Commission nationale consultative des Droits de l'homme.

---

devenue conventionnelle face aux puissances occidentales. Évidemment, parler de « tactique » est toujours délicat, compte tenu de la puissance des explosifs nucléaires. Il s'agirait d'armes dont la puissance serait suffisamment faible pour permettre leur utilisation sur le champ de bataille, donc de l'ordre de quelques kilotonnes. On constate ainsi une augmentation du nombre d'armes tactiques. En juin 2025, les Britanniques ont annoncé qu'ils allaient recréer une composante nucléaire aéroportée en achetant des F-35 équipés pour pouvoir emporter des bombes nucléaires américaines B61, qui sont des armes tactiques. Un certain nombre de données montrent donc qu'il y a une probabilité d'emploi qui augmente, compte tenu de l'augmentation des tensions internationales et de l'accroissement du nombre d'armes nucléaires opérationnelles. Mais cette probabilité n'est pas plus forte, historiquement, que pendant la Guerre froide.

**Gérard Unger**<sup>3</sup> : *Peut-on gagner une guerre par des moyens aériens uniquement? Je pense au Kosovo et au conflit entre Israël et l'Iran. D'autre part, l'arme nucléaire peut tomber dans les mains d'un pouvoir moins rationnel que ceux que nous avons actuellement, qui sont des pouvoirs qu'on peut appeler laïcs. Qu'en sera-t-il si elle tombe entre les mains d'un pouvoir religieux – et là aussi, je pense à l'Iran? Le risque de dérationnalisation ne peut-il pas l'emporter?*

---

3. Vice-président du CRIF, historien.

---

**Jérôme de Lespinois** : Savoir si l'arme aérienne peut à elle seule emporter les conflits est une question théorique beaucoup étudiée depuis le général Douhet et *Il dominio dell'aria*. Dans cet ouvrage publié en 1921, Douhet affirmait que le bombardement aérien, en particulier celui des grands centres urbains, permettrait d'imposer sa volonté à l'ennemi. Ces théories ont été prises en défaut lors de la Seconde Guerre mondiale. Les Allemands ne se sont pas révoltés, malgré la destruction de toutes les grandes villes du Reich. Mais la question reste pertinente. Il faut distinguer les différents types de conflits. L'armée aérienne est-elle capable d'emporter la décision à elle seule dans un conflit entre deux grandes puissances où chacune se bat pour sa survie? Non. En revanche, l'arme aérienne est l'arme de la coercition, comme l'a notamment théorisé un politiste américain, Robert Pape, dans un ouvrage publié au milieu des années 1990, *Bombing to Win*. Elle permet d'imposer des coûts croissants à un adversaire pour le faire changer d'attitude. *Rolling Thunder*, au Vietnam, a été plutôt un échec. *Linebacker*, en revanche, en 1972, a plutôt fonctionné. Cette opération a conduit à la signature des accords de Paris en 1973. La guerre du Kosovo entre aussi dans cette catégorie de guerre aérienne de coercition. L'OTAN ayant imposé des coûts de plus en plus croissants, les Serbes ont été poussés à signer les accords de Kumanovo en juin 1999. Milosevic aurait rétorqué à un général serbe, qui affirmait que l'armée serbe pouvait continuer la guerre, que le peuple, lui, ne le pouvait pas. Pour la guerre des 12 jours, il semble que l'attaque israélienne ne vise pas seulement à détruire ou à arrêter

---

l'effort nucléaire iranien, mais également à saper les bases du régime des mollahs. Et cela, je ne pense pas que l'emploi de la seule arme aérienne puisse y suffire.

Concernant votre seconde question, sur ce qu'un « mollah fou » ferait d'une bombe atomique, je pense que ce risque concernerait aussi les Nord-Coréens, si leur régime était menacé.

**Martin Motte** : Je voudrais ajouter deux choses. En ce qui concerne le Kosovo, lorsque Milosevic a négocié, les forces terrestres de l'OTAN étaient sur le point d'entrer en scène. Ce fut en apparence une victoire remportée par la puissance aérienne, mais à laquelle la force terrestre contribua virtuellement. Il faut toujours rappeler que la force aérienne, pas plus que la force navale du reste, ne peut contrôler l'espace de vie de l'homme, qui est l'espace terrestre. À un moment donné, on doit être en contact direct avec la population adverse pour lui imposer un autre système. Ainsi, il a fallu aller en Allemagne et au Japon pour mettre fin à la Seconde Guerre mondiale.

Concernant l'Iran et la bombe, et bien que n'étant pas spécialiste de l'Iran, je pense au livre de Norman Cohn, *Les fanatiques de l'Apocalypse*, qui étudie les mouvements millénaristes et révolutionnaires du Moyen-Âge. Ces mouvements pouvaient aboutir à cautionner le suicide collectif pour la cause, mais il s'agissait de sectes et non d'États. Or, on peut supposer de façon hégélienne que lorsqu'un mouvement politique atteint le statut d'État, il atteint du même coup un niveau de rationalité

---

qui le soustrait aux tentations millénaristes. Dans le cas précis de l'Iran, il faut certes prendre en compte les ferments de millénarisme que peut véhiculer le régime islamiste, mais sans doute aussi le fait que ce pays est l'une des plus vieilles nations de l'histoire. De sorte qu'une guerre atomique exposerait non seulement le régime islamiste, mais également une nation antérieure de plus d'un millénaire à l'Islam.

Pour le dire autrement, la religion, quand elle devient politique comme l'est l'islamisme, introduit un infini dans le jeu stratégique. Elle fait donc capoter la logique d'Athéna, car celle-ci consiste à proportionner les fins et les moyens ; or, si les fins sont illimitées, il n'y a plus de proportionnalité possible. La Nation, en revanche, est un principe de limitation, elle est circonscrite au sol et je ne suis pas certain que les Iraniens feraient sauter la leur de gaieté de cœur. Pour répondre à cette question, il faudrait savoir à quel point l'islamisme des mollahs a érodé la conscience nationale iranienne.

**Claude Revel** <sup>4</sup> : *J'ai deux questions, mais elles sont liées. Premièrement, vous n'avez pas parlé de la guerre insurrectionnelle. Doit-on lui appliquer des modèles particuliers ou bien peut-on, d'une manière ou d'une autre, la rattacher au modèle dont vous parlez? Deuxièmement, malgré vos réserves, ne faut-il pas tout de même s'appuyer sur Sun Tzu, étant donné toutes les actions, avant ou*

---

4. Ancienne déléguée interministérielle à l'intelligence économique.

---

*pendant la guerre, de démoralisation, de désinformation, d'infiltration, beaucoup plus présentes, me semble-t-il, au sein des guerres qu'on connaît actuellement ?*

**Martin Motte** : Sur le premier point, je pense que les guerres insurrectionnelles sont parfaitement susceptibles d'une lecture clausewitzienne. J'en veux pour preuve qu'un des grands lecteurs de Clausewitz au XX<sup>e</sup> siècle fut Lénine. On a dit le contraire, en effet, mais c'est qu'on a confondu la trinité originelle de Clausewitz – violence, conduite des opérations, buts politiques – avec la trinité qu'il en a dérivée, et dans laquelle chacun des pôles est incarné par une instance sociopolitique. Le pôle de la violence passionnelle est tendanciellement incarné par la population, parce que, dans les guerres de conscription, c'est elle qui combat en première ligne et subit l'émotion des combats. De même, tendanciellement, la conduite des opérations relève de l'armée. Enfin, c'est en principe l'État qui s'occupe du pôle politique. Après le 11 septembre 2001, lorsque la question s'est posée de savoir si Clausewitz rendait compte des guerres nouvelles, un certain nombre d'auteurs anglo-saxons ont répondu par la négative au motif qu'Al-Qaïda n'avait pas à proprement parler d'armée et n'était pas un État. Ces auteurs n'ont pas compris que la trinité dérivée n'était que la forme conjoncturelle prise par la guerre à l'époque de Clausewitz. Pour savoir ce que Clausewitz peut nous apprendre sur les nouvelles guerres, ce n'est donc pas de cette trinité dérivée qu'il faut partir, mais à la trinité originelle qu'il faut revenir. Or, elle rend parfaitement compte de l'offensive jihadiste de 2001 : ses

---

organisateur poursuivaient bien un but politique, faire surréagir l'Amérique (ce qui fut effectivement le cas) ; ils ont remarquablement planifié et conduit leurs opérations ; quant aux passions meurtrières, il était difficile de les pousser plus loin !

Pour autant, je suis d'accord avec vous sur le fait qu'il faut relire Sun Tzu, car sur les modalités pratiques de guerre indirecte, Clausewitz est très clairement insuffisant. Il faut cependant se déprendre de l'idée selon laquelle la tradition guerrière de l'Occident, ce serait la brutalité sans l'intelligence, tandis que les Asiatiques, eux, auraient développé une subtilité merveilleuse leur permettant d'éviter d'aller au casse-pipe. Ce n'est pas vrai historiquement. Les guerres chinoises de l'époque de Sun Tzu étaient des boucheries, je l'ai déjà dit ; inversement, *La guerre du Péloponnèse* de Thucydide montre que les manœuvres d'intoxication et de démoralisation étaient bien présentes dans la Grèce de son temps. Ce n'est donc nullement une exclusivité asiatique. Il est vrai que l'Occident, à l'ère des guerres de masse inaugurées par la Révolution et l'Empire, a trop perdu de vue cet aspect de la guerre.

**Jérôme Barré**<sup>5</sup> : *Il y a une chose que je ne comprends pas très bien : pourquoi, finalement, ne pas tout réduire au but politique ? Qu'il s'agisse d'une guerre qu'on juge plus irrationnelle, parce qu'elle repose sur un fondement*

---

5. Avocat.

---

*religieux, mais qui relève en fait d'une autre rationalité, ou d'un débat purement politique, d'une conquête de territoires, d'influence, ou encore de la destruction de l'autre État... dans tous les cas, l'aiguillon est toujours un but politique.*

**Martin Motte** : Le fait est que le politique n'est pas seul maître à bord. Il ne peut pas s'occuper de tout. Certes, Napoléon assumait à la fois la direction des opérations et celle du pôle politique, mais, à la fin, cela s'est retourné contre lui, parce qu'il était débordé par l'ampleur de la tâche. Quant aux passions meurtrières, la vérité est qu'elles échappent très souvent aux responsables politiques et militaires. Les crimes de guerre sont non seulement répréhensibles sur le plan moral, mais ils peuvent même compromettre l'objectif politique recherché, surtout avec les moyens de communication modernes. Un crime de guerre commis devant les caméras peut faire échouer une opération en la délégitimant. C'est pourquoi le général Desportes compare la guerre à une masse très pesante qui échappe facilement à la prise de celui qui la manie. On ne peut donc pas tout réduire au but politique.

**Marc de Fritsch** <sup>6</sup> : *Nous serions en train d'assister, beaucoup de gens le pensent, à la disparition du combattant sur le champ de bataille. Dans une zone de 20, 30, 40 à 50 kilomètres de part et d'autre de la ligne de front, il n'y a plus de combattants, parce qu'il y a des*

---

6. Général en retraite et chef d'entreprise.

---

*munitions téléopérées et des drones qui rôdent en permanence. J'aurais aimé avoir votre opinion sur ce sujet.*

**Jérôme de Lespinois :** Effectivement, on parle beaucoup de cette fameuse zone grise de 20 à 50 kilomètres en Ukraine. Tout ce qui s'y aventure est repéré et détruit par des munitions rôdeuses ou des drones, qui volent en permanence au-dessus de cette zone. Une dizaine de milliers de drones sont utilisés chaque jour par les Ukrainiens sur la ligne de front. C'est à peu près la même chose du côté russe. Cette robotisation du champ de bataille prolonge une tendance aussi vieille que l'augmentation de la longueur de la sarisse (une très longue lance) en Grèce antique, celle de l'éloignement des combattants. Cette tendance a été décrite par Ardant du Picq, un colonel qui avait fait la guerre de 1870. La robotisation va dans le même sens, c'est un mouvement irréversible. Les drones aériens et navals sont aujourd'hui très présents sur les champs de bataille, car il est assez compliqué de mettre en œuvre des drones terrestres, du fait des aspérités du terrain. Mais, à moyen terme, le milieu terrestre sera gagné de la même manière par la robotisation.

Face à cette zone grise, si périlleuse à cause de la robotisation, les combattants cherchent à contourner le front. C'est ce que font les Ukrainiens, par exemple, en attaquant en profondeur sur le territoire russe. Cela entraîne une extension géographique des opérations. Cette ligne de front peut également être franchie par les airs, car un dispositif antiaérien est rarement étanche et nécessite énormément de moyens redondants. Ces dispositifs

---

défensifs ne peuvent être étendus à l'infini. Je ne pense donc pas que le front soit devenu infranchissable. Il peut être soit contourné soit survolé.

**Philippe Chalmin**<sup>7</sup> : *Je voudrais revenir sur le pôle «Arès». Deux forces peuvent nous pousser vers l'irrationnel, au-delà même peut-être de la simple violence bestiale d'Arès : l'hybris, d'un côté, et, de l'autre, le martyr. L'hybris, on la retrouve tout aussi bien chez Poutine que chez Netanyahu ou Khamenei. Le martyr, on le trouve bien entendu dans les guerres de religion, mais ça va encore plus loin, je pense, par exemple, à une guerre un peu oubliée du XIX<sup>e</sup> siècle qui a pourtant été un exemple de destruction incontrôlée...*

**Martin Motte** : La guerre du Paraguay ?

**Philippe Chalmin** : *Absolument ! Peut-être faut-il rappeler ce que fut la guerre du Paraguay...*

**Martin Motte** : C'est une guerre qui a eu lieu entre 1865 et 1870, ce qui explique qu'elle soit méconnue chez nous, parce qu'elle est coincée entre la guerre de Sécession et la guerre de 1870, sans compter qu'elle se déroulait au fin fond de l'Amérique du Sud. C'est sans doute la guerre documentée la plus meurtrière de toute l'histoire, puisque le Paraguay a perdu environ 60 % de sa population. Cela a vraiment été une guerre totale : en butte à tous ses voisins, le pays a dû mobiliser toute sa popula-

---

7. Économiste, professeur à l'Université Paris Dauphine.

---

tion masculine, jusqu'à des gamins. Faute de révolution industrielle permettant de déléguer à des machines le travail que ne pouvaient plus fournir les mobilisés, l'économie s'est effondrée, de sorte que la grande majorité des Paraguayens ne sont pas tombés au combat, mais sont morts de faim et d'épidémies. Il y a effectivement une dimension martyrologique dans ce conflit, notamment chez le dictateur Lopez qui, après avoir été traqué dans la jungle, tomba sabre à la main en déclarant qu'il mourait avec le Paraguay.

Dans les légendes homériques, un personnage illustre bien cette logique de l'*hybris* conduisant au sacrifice de soi : c'est Achille. Ce qui le caractérise, c'est qu'il combat pour sa propre gloire, pas pour l'État ou pour son foyer. Ils ne l'intéressent pas, car il sait qu'il ne reviendra pas vivant de la guerre de Troie et l'a accepté d'avance. À l'inverse, le but d'Ulysse n'est pas de briller au combat, c'est de revenir vivant dans son royaume et dans son foyer. C'est pourquoi il privilégie la sagesse stratégique et est protégé par Athéna. On retrouve là le rôle modérateur de l'État dont je parlais tout à l'heure à propos de l'Iran. On pourrait m'objecter le *Reich* hitlérien, puisqu'il est allé jusqu'au bout de l'*hybris* et qu'il aurait utilisé la bombe atomique s'il l'avait pu. Mais justement, on sait depuis le livre de Franz Neumann, *Béhémoth*, que l'État nazi n'en était pas vraiment un : c'était un État-Parti, une espèce de monstruosité où les fonctions normales d'un État étaient parasitées par le Parti et par l'idéologie. A contrario, j'aurais tendance à penser qu'un État digne de ce nom doit en principe échapper à l'*hybris*. Même Guillaume II,

---

dont on ne peut pas dire qu'il n'était pas sujet à l'*hybris*, a fini par accepter sa défaite en 1918. À un moment, dans le cadre d'un État, le jusqu'au-boutisme s'arrête.

**André Comte-Sponville** : *Il faut, au sujet de la guerre nucléaire, bien distinguer « rationnel » et « raisonnable ». Est « rationnel », ce que la raison peut expliquer; « raisonnable », ce que la raison peut approuver. Ce n'est pas du tout la même chose. La folie n'est pas raisonnable, mais elle est rationnelle, sinon il n'y aurait pas de psychiatrie. On peut expliquer rationnellement une psychose. Ainsi, le réel étant, je le pense, rationnel, la guerre nucléaire, si elle n'était pas rationnelle, n'aurait jamais lieu. Mais si elle est seulement déraisonnable, rien n'interdit qu'elle ait lieu un jour. La question est donc celle de la probabilité qu'aucun État ne soit jamais dans les mains d'individus déraisonnables, c'est-à-dire fanatiques. J'ai le sentiment que cette probabilité est très mince et donc que nous vivons au pied d'un volcan, en attendant que ça explose. Je sais bien que vous n'êtes pas prophète, mais que pouvez-vous nous dire sur la probabilité, grande ou petite, d'une guerre nucléaire, pas jusqu'à l'infini des temps, mais dans notre siècle?*

**Jérôme de Lespinois** : Cette distinction entre raisonnable et rationnel est tout à fait pertinente. Toutefois, pour ce qui est du régime iranien, des études sur les sanctions et les négociations qui ont abouti aux accords de Genève de 2013 et à l'arrêt du programme nucléaire iranien montrent que les mollahs ont eu une attitude

---

raisonnable, au sens où ils ont réagi de manière raisonnable aux stimuli. « Le nucléaire rend sage », parce qu'il y a une telle non-linéarité entre les armements conventionnels et l'armement nucléaire que l'emploi de celui-ci restera prohibé par cet interdit moral qui ne date pas de 1945, mais de la guerre de Corée, en 1950. Les Américains ont en effet envisagé d'utiliser l'arme atomique au début de ce conflit, et ce sont les Britanniques et les Canadiens qui ont raisonné le président Truman. Le non-emploi de l'arme nucléaire reste selon moi d'actualité, compte tenu de cette non-linéarité stratégique entre les armements conventionnels et les armements nucléaires. Les armements nucléaires ne sont pas simplement plus puissants que les armements conventionnels, ils sont susceptibles de détruire l'humanité, voire toute forme de vie à la surface de la Terre. Je pense donc qu'on en restera là et que, même, comme le disait le général Gallois, plus les États dotés d'armes nucléaires seront nombreux, moins il y aura de conflits entre États.

**Martin Motte :** J'aurais une réponse différente. Peut-être que, comme dans le film de Kubrick *Docteur Folamour*, une machine pilotera automatiquement la riposte nucléaire, hypothèse qui gagne en crédibilité avec le développement de l'IA, et peut-être qu'il y aura une faille dans son système. Peut-être aussi que l'arme atomique tombera aux mains de fous prêts à tout. On n'en sait rien et, d'une certaine manière, cela ne change rien. Sur ce point, je ne partage pas les vues de René Girard qui, dans son livre *Achever Clausewitz*, fait une lecture apocalyptique du stratégame prussien : soit l'humanité renonce

---

immédiatement, absolument et définitivement à la violence, soit la logique de l'ascension aux extrêmes rendra l'apocalypse nucléaire inévitable. Je ne suis pas prophète, à la différence de René Girard ; donc, je ne me prononcerai pas sur cette alternative, mais j'admets que son scénario soit possible. Le problème est que le désarmement que nous propose Girard serait nécessairement le désarmement unilatéral de l'Europe, dont on sait très bien ce qu'il signifierait pour nous. Par principe, je suis contre. Si les choses tournent bien, tant mieux ; si elles doivent mal tourner, ce n'est ni vous ni moi qui l'empêcherons. Du reste, toute chose a une fin, y compris l'humanité. Il n'y a pas de raison que cela doive arriver à un moment plutôt qu'à un autre, c'est une éventualité qu'il faut tout simplement accepter. D'autant plus que s'il faut s'inquiéter, alors les perspectives de guerre civile qui guettent nos sociétés sont bien plus angoissantes, parce qu'elles sont beaucoup plus proches. Et avec la bombe atomique, au moins, on n'aura pas le temps d'avoir peur ou de souffrir, tandis qu'avec la guerre civile, nous aurons les deux. Donc, ce n'est vraiment pas la guerre atomique qui m'empêche de dormir ; ce serait plutôt la guerre civile. Chacun son truc...

**Nicolas Arpagian**<sup>8</sup> : *La notion de paix n'a pas été évoquée. Est-ce parce que la paix, c'est tout simplement quand l'état de guerre n'est pas là ? Ou est-ce qu'on ne s'est pas vraiment mis en peine de la définir, de cerner*

---

8. Journaliste, membre du conseil d'orientation de l'Institut Diderot.

---

*ses composantes? Parce qu'au final, elle n'est utile à personne, car elle n'est pas un lieu de conquête?*

*Qu'en est-il, par ailleurs, des guérillas? On a l'impression que, tandis que les années d'après 1945 pullulaient en faux-nez, proxys et autres, les États, désormais, se dévoilent davantage. Il est par exemple public que le Hezbollah libanais dépend de l'Iran. Est-ce que les masques tombent ou, en tout cas, ne prend-on plus la peine de s'en vêtir? Les puissances s'affrontent désormais directement, l'ère des guérillas et des proxys, comme quand l'URSS et les États-Unis s'affrontaient indirectement en Angola, a-t-elle vécu?*

**Jérôme de Lespinois :** Je pense qu'on a encore des proxys. Il y a en effet toujours des gens qui agissent masqués, sous une fausse identité. Il n'y a qu'à voir en Afrique, énormément de milices interviennent encore pour des États, peut-être de façon moins dissimulée. Surtout, la guérilla investit de nouveaux espaces : l'espace extra-atmosphérique et le cyberspace, zones grises où les actions sont très difficiles à attribuer. L'espace extra-atmosphérique est immense. On ne sait pas très bien ce qu'il s'y passe, si un satellite ne fonctionne plus parce qu'il a heurté un débris spatial, en raison d'un problème technique ou d'une action malveillante depuis un autre satellite ou la surface de la Terre. Il en va de même pour le cyberspace. Les États y conduisent des actions clandestines qu'ils ne revendiquent pas, d'espionnage ou de sabotage. Elles se rapprochent donc de la guérilla, qui se caractérise par cette absence de bataille rangée. Les États ont trouvé dans le cyberspace et dans l'espace

---

extra-atmosphérique de nouveaux terrains où s'affronter à visage couvert.

**Martin Motte :** Des auteurs aussi éloignés et différents qu'Ibn Khaldoun, dans les *Prolégomènes*, et Joseph de Maistre, dans les *Soirées de Saint-Pétersbourg*, avaient tous deux remarqué, sur la foi de la documentation historique dont ils disposaient, que l'état exceptionnel, dans l'histoire de l'humanité, c'était la paix. Depuis, on a calculé que le nombre d'années de paix universelle dans les temps historiques documentés était d'environ 230 ans. C'est quelque chose que nous avons perdu de vue en Occident depuis 1945 : l'état normal, au sens statistique, c'est la guerre, pas la paix. Mais, en même temps, votre question soulève un point intéressant : la théorie s'intéresse moins à la paix parce que celle-ci passe pour la norme, relativement à laquelle la guerre est une déviance. C'est paradoxal : le plus fréquent, c'est la guerre, mais ce qui est considéré comme normal, c'est la paix. On quitte là le terrain de la science politique pour s'aventurer vers la philosophie, voire la théologie. On sait que Saint Augustin, dans sa lettre 189 et le livre XIX de la *Cité de Dieu* notamment, s'est beaucoup intéressé à la notion de paix et, corrélativement, à l'état de guerre. Saint Augustin, pour reprendre la distinction faite par André Comte-Sponville, défend une position raisonnable : « On fait la guerre pour avoir la paix, on ne fait pas la paix pour avoir la guerre », écrit-il. À l'opposé, Ludendorff, parain politique de Hitler, soutient dans *La guerre totale*, publié en 1936, qu'il faut inverser la formule clausewitzienne : ce n'est pas la guerre qui est la continuation de la

---

politique par d'autres moyens, mais la politique qui doit être la continuation de la guerre par d'autres moyens, autrement dit qui doit être la préparation de la guerre suivante. C'est très rationnel, parce qu'effectivement préparer la guerre tout le temps permet d'être prêt quand elle arrive, mais c'est totalement déraisonnable.

**Dominique Leglu**<sup>9</sup> : *J'aimerais revenir sur les questions techniques. Pensez-vous que la robotisation pourrait aboutir à la chute de la dissuasion? Je pense en particulier aux sous-marins nucléaires. Dans le même temps, puisqu'il a été question de la militarisation de l'espace, celui-ci est-il appelé à devenir le lieu de déploiement de la force de dissuasion?*

**Jérôme de Lespinois** : Concernant la robotisation et la fin de la dissuasion, je pense que s'il y a un domaine où un homme aura toujours le doigt sur le bouton, c'est la dissuasion nucléaire. On est assez loin de *Docteur Folamour*, même s'il s'agit d'un film magnifique, qui rend bien l'esprit des années 1950-1960. Ensuite, pour ce qui est de la détection des vecteurs de la dissuasion nucléaire, la robotisation compliquera indéniablement la vie des sous-marins. Il leur sera difficile de rester invisibles face à des patrouilles de drones sous-marins programmés pour les repérer. Il y a aussi la question des radars quantiques, qui vont sans doute révolutionner la détection sous-marine. Mais, comme toujours, c'est une dialectique.

---

9. Association française pour l'avancement des sciences.

---

Sans doute les sous-marins seront-ils en retour plus performants en matière de bruit ou de profondeur de plongée. Et l'océan est tellement immense que, même si ce sera plus compliqué, ils arriveront toujours à se cacher.

Pour l'espace, il faut distinguer militarisation et arsenalisation. La militarisation, c'est l'emploi de moyens spatiaux pour les opérations militaires. Par exemple, les satellites de communication ou d'observation. La militarisation de l'espace est donc aussi ancienne que Spoutnik. En revanche, on considère qu'il n'y a pas, pour le moment, d'arsenalisation de l'espace, c'est-à-dire de présence de systèmes d'armes opérationnels. Il y a eu des expérimentations de toutes sortes. Par exemple, des missiles tirés d'un satellite vers un autre, des rayons laser, du brouillage, des actions mécaniques, mais il n'y a pas pour le moment de systèmes d'armes opérationnels dans l'espace. Il faut noter, cependant, que les traités internationaux et le traité de 1967 sur l'espace extra-atmosphérique n'en interdisent pas le déploiement. Il est donc probable que cela sera bientôt le cas, ce qui mettra fin à une exception stratégique. Dans le cas de l'avion, il ne s'est passé qu'une dizaine d'années entre le premier vol des frères Wright en 1903 et les premiers essais d'armes sur avions, à la veille de la Première Guerre mondiale. Or, cela fait soixante-dix ans que la conquête spatiale a commencé et l'espace n'est toujours pas arsenalisé. C'est une exception, mais nous sommes sans doute à un tournant en la matière.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur  
[www.institutdiderot.fr](http://www.institutdiderot.fr)

---

# Les publications de l'Institut Diderot

## Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Étienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterrand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
- L'avenir du climat - Jean Jouzel
- L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
- L'avenir de la politique - Alain Juppé

- L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
- L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitrinal
- L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
- L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
- L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
- L'avenir des relations franco-russes - S.E Alexandre Orlov
- L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
- L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
- L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
- L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
- L'avenir du conflit entre chiites et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
- L'Iran et son avenir - S.E Ali Ahani
- L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
- L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
- L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
- L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
- L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
- L'avenir des relations franco-chinoises - S.E. Zhai Jun
- Le défi de l'islam de France - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de l'humanitaire - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
- L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins - Georges Malbrunot
- L'avenir du Grand Paris - Philippe Yvin
- Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?  
Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
- L'avenir de la Corée du Nord - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
- L'avenir de la justice sociale - Laurent Berger
- Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ? - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la Bioéthique - Jean Leonetti
- Données personnelles : pour un droit de propriété ?  
Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
- Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ? - Pierre Vermeren
- Turquie : perspectives européennes et régionales - S.E. Ismail Hakki Musa
- Burn out - le mal du siècle ? - Philippe Fossati & François Marchand
- L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.  
Jean-Philippe Hubsch
- L'avenir du bitcoin et du blockchain - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
- Le Royaume-Uni après le Brexit  
Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
- L'avenir de la communication politique - Gaspard Gantzer
- L'avenir du transhumanisme - Olivier Rey
- L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ?  
Géraldine Lacroix & Romain Slitine
- La transformation numérique de la défense française - Vice-amiral Arnaud Coustillière
- L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française  
Gérard Longuet
- L'avenir du Pakistan - Ardavan Amir-Aslani
- Le corps humain et sa propriété face aux marchés - Sylviane Agacinski
- L'avenir de la guerre économique américaine - Ali Laïdi
- Construire l'économie de demain - Jean Tirole
- L'avenir de l'écologie... et le nôtre - Luc Ferry
- La vulgarisation scientifique est-elle un échec ? - Étienne Klein
- Les trois utopies européennes - Francis Wolff
- L'avenir des Juifs français - Haïm Korsia

- Comment faire face à la pénurie et à la hausse des prix des matières premières ?  
Philippe Chalmin
- Changement climatique : comprendre et agir - Christian de Perthuis
- L'avenir du féminisme - Caroline Fourest
- Le ressentiment contemporain menace-t-il la Démocratie ? - Cynthia Fleury
- Les nouvelles lignes d'affrontement dans un monde numérisé : l'ère des frontières.com -  
Nicolas Arpagian
- Comment manager la génération Z ? - Pascal Broquard
- Les dangers du « wokisme » - Jean-François Braunstein
- La dépression, mal du siècle ? - Hugo Botteman
- L'avenir du posthumanisme ou les limites de l'humain - Jean-Michel Besnier
- Transgenres et conséquences : Les transitions juvéniles et la responsabilité des adultes -  
Claude Habib
- Devenir transclasse : comment échapper aux destins déjà écrits ? - Chantal Jaquet
- Re-considérons le travail - Sophie Thiéry
- La droite en France - David Lisnard
- Le Moyen-Orient en 2050 - Jean-Pierre Filiu
- L'économie du bonheur - La croissance rend-elle les individus heureux ? - Claudia Senik
- L'énergie en 2050 - Marc Fontecave
- La spiritualité en 2050 - Frédéric Lenoir
- L'Asie en 2050 - Valérie Niquet
- Choc démographique et choc des empires. Quel monde en 2050 ? - Bruno Tertrais
- Les dangers de la morale, une approche neurocomportementale - Jean Decety
- La vieillesse en 2050 : défis et révolutions - Jean-Marc Lemaître
- La lecture en 2050 - Michel Desmurget
- Mesures et démesures du modèle français- Nicolas Baverez
- Nature et liberté en 2050 : comment l'irruption du vivant chamboule la pensée libérale  
Gaspard Koenig
- Mesure et démesure : retraites et déficit - Jean-Pascal Beaufret

## Les Déjeuners / Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Évin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie  
française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ?  
Pr François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia
- Cyber : quelle(s) stratégie(s) face à l'explosion des menaces ?  
Jean-Louis Gergorin & Léo Issac-Dognin
- La puissance publique face aux risques - François Vilnet & Patrick Thourot
- La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique  
et numérique - Guillaume Pitron

- Comment réinventer les relations franco-russes ? - Alexandre Orlov
- La république est-elle menacée par le séparatisme ? - Bernard Rougier
- La révolution numérique met-elle en péril notre civilisation ? - Gérald Bronner
- Comment gouverner un peuple-roi ? - Pierre-Henri Tavoillot
- L'eau enjeu stratégique et sécuritaire - Franck Galland
- Autorité un «enjeu pluriel» pour la présidentielle 2022 ? - Thibault de Montbrial
- Manifeste contre le terrorisme islamiste - Chems-Eddinne Hafiz
- Reconquérir la souveraineté numérique  
Matthieu Bourgeois & Bernard de Courrèges d'Ustou
- Le sondage d'opinion : outil de la démocratie ou manipulation de l'opinion ? - Alexandre Dézé
- Le capitalisme contre les inégalités - Yann Coatanlem
- Franchir les limites : transitions, transgressions, hybridations - Claudine Cohen
- Migrations, un équilibre mondial à inventer - Catherine Withol de Wenden
- Insécurité alimentaire et changement climatique : les solutions apportées par les biotechnologies végétales - Georges Freyssinet
- L'avenir de la gauche française - Renaud Dely

## Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Éric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Éric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualezzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthin
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Éric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrrou
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
- À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
- Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Éric Keslassy
- L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Handicap et République - Pierre Gallix
- Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli
- Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ?  
Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
- Le maquis des aides sociales - Jean-Pierre Gualezzi
- Réformer les retraites, c'est transformer la société - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Vers un droit du travail 3.0 - Nicolas Dulac
- L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ?  
Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
- Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de la longévité ? - Jacky Bontems & Aude de Castet
- De la nation universelle au territoire-monde - L'avenir de la République dans une crise globale et totale - Marc Soléry

- 
- L'intelligence économique - Dominique Fonvielle
  - Pour un Code de l'enfance - Arnaud de Belenet
  - Les écoles de production - Agnès Pannier-Runacher
  - L'intelligence artificielle au travail - Nicolas Dulac Gérardot
  - Une Assemblée nationale plus représentative ? - *Mandature 2022-2027* - Éric Keslassy
  - L'homme politique face aux diktats de la com - François Belley
  - Santé - Évolutions mondiales, problèmes français - Jean de Kervasdoué

## Les Colloques de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique
- L'avenir de l'Afrique
- Les nouvelles stratégies de prévention pour vivre et vieillir en bonne santé

# Mesure et démesure de la guerre

Mesure et démesure ont toujours été au cœur des réflexions stratégiques. L'arme nucléaire, avec sa puissance démesurée, pousse paradoxalement à la mesure, quant à son usage, et même à la paix, par la dissuasion. Elle ne saurait pourtant suffire. Le progrès technique, y compris dans les armements conventionnels, entraîne à la fois une « dilatation de l'espace stratégique » (qui inclut désormais l'espace extra-atmosphérique et le cyberspace) et une « contraction du temps » (par l'augmentation des vitesses et la réduction des délais). Ajoutez à cela l'intervention croissante d'entreprises privées, y compris sur le champ de bataille (on le voit actuellement en Ukraine) : nous avons là trois traits marquants de notre époque, qui bouleversent les conditions de la guerre mais ne la rendent nullement moins probable, ni moins destructrice. Raison de plus pour s'y préparer : parce que c'est la meilleure façon de l'éviter, si on le peut, et de la gagner, s'il le faut.

André Comte-Sponville

## Martin MOTTE



Ancien élève de l'École normale supérieure-Ulm, agrégé et docteur en histoire, il est directeur d'études à la section des sciences historiques

et philologiques de l'École pratique des hautes études. Il est également responsable du cours de stratégie à l'École de guerre et président de l'Institut de stratégie comparée. Ses recherches portent sur l'histoire des théories et pratiques stratégiques dans les milieux terrestre et maritime.

## Jérôme de LESPINOIS



Docteur en histoire (Sorbonne Université) et chargé de mission au Centre d'études stratégiques aérospatiales (École

militaire, Paris). Il est également membre associé à l'UMR Sorbonne - Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe, vice-président de l'Institut de stratégie comparée et membre de l'Académie de l'air et de l'espace.